



Faits saillants et analyse du budget fédéral de 2018

3 mars 2018

Prière d'adresser toutes les questions concernant ce rapport à :

Joey Taylor
Chef de pratique, Affaires publiques
Ingénieurs Canada
joey.taylor@engineerscanada.ca
613.232.2474 Poste 213

Aperçu

Le 27 février 2018, l'honorable Bill Morneau, ministre des Finances du Canada, a déposé à la Chambre des communes le budget de 2018 intitulé Égalité +croissance : Une classe moyenne forte. Le budget de 2018 annonce quelque 21,5 milliards de dollars en nouvelles dépenses sur une période de six ans ainsi qu'un déficit de 18,1 milliards de dollars pour l'exercice 2018-2019. Le déficit annuel aura baissé à 12,3 milliards de dollars d'ici 2022-2023. Vous trouverez d'autres renseignements sur le budget de 2018 dans le site Web <http://www.budget.gc.ca>.

Immédiatement après l'annonce du ministre Morneau et le dépôt du budget de 2018 à la Chambre des communes, Ingénieurs Canada a publié un communiqué de presse pour faire connaître immédiatement sa réaction au budget et des détails relatifs à son contenu. Vous pouvez consulter ce communiqué dans le [site](#) d'Ingénieurs Canada.

Le troisième budget de ce gouvernement accorde une grande place à l'égalité des sexes et formule plusieurs engagements visant à réaliser cette égalité dans le marché du travail partout au Canada, à soutenir la recherche dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones, à améliorer la cybersécurité au Canada et à préparer les Canadiens et les Canadiennes à occuper les emplois de demain. Ingénieurs Canada est satisfait de constater que le gouvernement fédéral s'engage à réaliser l'égalité entre les sexes dans les domaines des STIM, à bonifier les subventions de recherche et à améliorer la collecte de données nationales sur le climat dans une optique d'adaptation des services météorologiques et des services relatifs à l'eau du Canada.

Ingénieurs Canada entend poursuivre son travail avec le gouvernement fédéral sur de grandes priorités présentées dans le budget de 2018, notamment les suivantes :

- Recherche dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM).
- Diversité et égalité des sexes dans les STIM
- Collecte de données sur le climat à l'échelle nationale
- Soutien des communautés autochtones

Recherche dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM).

Promesses

Le soutien du gouvernement fédéral quant à l'enseignement dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) s'avère crucial pour assurer que le Canada demeure un chef de file de l'apport de capital intellectuel au marché mondial. De la recherche dédiée à l'amélioration de l'enseignement dans les STIM est d'une importance capitale pour préparer les jeunes d'aujourd'hui à occuper les emplois de demain. Le budget de 2018 énonce des engagements fermes en matière de soutien de la recherche. Plus précisément, le gouvernement s'engage à y allouer 3,2 milliards

de dollars de plus au cours des cinq prochains exercices. De plus, le budget de 2018 propose de nouveaux investissements fédéraux dans trois conseils subventionnaires qui fournissent du financement fédéral « pour soutenir le travail des chercheurs dans les établissements postsecondaires et les hôpitaux de recherche¹ ».

Le gouvernement propose un investissement de 925 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019, et de 235 millions par année par la suite aux trois conseils subventionnaires suivants :

- 354,7 millions sur cinq ans (90,1 millions par année par la suite) au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG);
- 354,7 millions sur cinq ans (90,1 millions de par année par la suite) aux Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC);
- 215,5 millions sur cinq ans (54,8 millions par année par la suite) au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

Le budget de 2018 prévoit aussi l'injection de 15 millions de dollars sur cinq ans pour mettre en œuvre des programmes qui valorisent l'égalité et la diversité parmi les chercheurs des établissements d'enseignement postsecondaire du Canada ainsi que 4 milliards dans le réseau de recherche du Canada pour soutenir les travaux des chercheurs et leur donner accès à des outils et des installations à la fine pointe.

Le financement proposé contribuera à favoriser la diversité dans les milieux universitaires et fournira « un soutien accru et des possibilités de formation professionnelle pour environ 21 000 chercheurs, étudiants et employés hautement qualifiés dans l'ensemble du Canada tous les ans d'ici 2021-2022² ».

Analyse et occasions

L'automatisation accrue dans de nombreuses industries ainsi que l'évolution rapide et les développements de la technologie sont des facteurs qui exerceront une influence sur les programmes d'études ainsi que les méthodes de travail des Canadiens. Les stratégies d'enseignement proactives et à long terme doivent donc comprendre des investissements destinés à réunir les compétences essentielles en STIM. Ingénieurs Canada est encouragé par l'engagement pris par le gouvernement fédéral d'investir en recherche dans les domaines des STIM, les installations et les outils à la fine pointe dont les chercheurs ont besoin, et soutient que cet investissement contribuera à former les leaders de demain.

Diversité et égalité entre les sexes dans les STIM

Promesses

Le budget de 2018 énonce l'engagement du gouvernement du Canada d'éliminer des obstacles à l'égalité entre les sexes en emploi et en éducation. Le gouvernement s'engage particulièrement à

¹ Gouvernement du Canada (2018). *Le budget de 2018 : égalité et croissance pour une classe moyenne forte*. Accès le 27 février 2018 : <https://www.budget.gc.ca/2018/docs/plan/toc-tdm-fr.html>.

² Gouvernement du Canada (2018). *Le budget de 2018 : égalité et croissance pour une classe moyenne forte*. Accès le 27 février 2018 : <https://www.budget.gc.ca/2018/docs/plan/toc-tdm-fr.html>.

soutenir la participation, sur un pied d'égalité, des femmes et des filles à la croissance de l'économie canadienne. Le budget de 2018 met l'accent sur l'égalité entre les sexes et énonce l'engagement d'adopter un régime proactif d'équité salariale dans les secteurs public et privé sous réglementation fédérale à l'échelle pancanadienne.

Le gouvernement propose d'offrir une nouvelle prestation parentale partagée d'assurance-emploi qui fournit cinq semaines supplémentaires de prestations parentales lorsque les deux parents conviennent de partager le congé parental. Il s'agit d'un incitatif « à prendre ou à laisser » visant à encourager une participation égale des deux parents à la tâche d'élever leurs enfants. Cet incitatif vise à accorder plus de souplesse aux femmes afin qu'elles puissent retourner au travail plus rapidement. C'est une excellente mesure de soutien d'une participation égale des femmes à la profession d'ingénieur au Canada.

D'autres engagements incluent des mesures de soutien supplémentaires permettant à des femmes entrepreneures d'accéder à du capital additionnel et incitant à leur plus grande participation au marché du travail au pays, notamment dans des industries à prédominance masculine.

Le gouvernement fédéral reconnaît que les femmes sont plus susceptibles de s'inscrire à des programmes d'études postsecondaires dans les domaines des STIM, mais qu'il est moins probable qu'elles obtiennent un diplôme de ces programmes. Pour combler cet écart, le budget de 2018 formule les propositions suivantes afin de mener de la recherche et de la collecte de données au soutien du Cadre des résultats relatifs aux sexes du gouvernement, particulièrement dans les secteurs liés aux domaines des STIM :

- 5 millions de dollars par année sont accordés à Condition féminine Canada pour appuyer un projet visant à analyser les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes des minorités visibles et les femmes nouvellement arrivées au moment de se trouver un emploi dans les domaines des STIM.

D'autres mesures sexospécifiques visant à soutenir une participation égale et à part entière des femmes et des Autochtones au marché du travail canadien et à l'économie nationale, dont :

- 3 millions de dollars sur cinq ans dans la mise en œuvre de la transparence salariale. Cela aidera à mettre en lumière les employeurs qui sont des chefs de file dans les pratiques d'équité salariale, tout en tenant les employeurs responsables des écarts salariaux affectant de façon disproportionnelle les femmes et les Autochtones au Canada;
- 1,5 million au cours de 2018-2019 et de 2019-2020 aux fins d'un symposium sur les femmes et le milieu de travail. Ce symposium aura pour but d'encourager les employeurs canadiens à aborder des problèmes systémiques auxquels sont confrontés les femmes et les Autochtones en milieu de travail.

Analyse et occasions

Une diversité accrue et une plus grande égalité entre les sexes dans le marché du travail canadien en général et parmi les ingénieures et ingénieurs canadiens en particulier procurent des avantages considérables aux Canadiens, particulièrement en offrant des solutions pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée, accroître les capacités d'innovation et assurer un meilleur rendement des ressources investies par le gouvernement fédéral. L'investissement du gouvernement fédéral en recherche contribuera à combler de grandes lacunes dans les connaissances sur la façon d'en arriver à

une plus grande diversité et une meilleure inclusivité, notamment en ce qui a trait à l'ingénierie au Canada.

Collecte de données sur le climat à l'échelle nationale

Promesses

Le budget de 2018 reconnaît que le climat canadien change radicalement, ce qui provoque des phénomènes météorologiques extrêmes comme des tempêtes de verglas, des inondations et des feux de forêt qui ont des effets dévastateurs et durables sur des collectivités canadiennes et l'économie du pays. Le budget de 2018 fait valoir que les réseaux à l'échelle du Canada qui recueillent des données et surveillent les changements du climat, de la glace, de l'air et de la météo sont essentiels pour tenir compte des risques de phénomènes météorologiques extrêmes et planifier en conséquence, tout comme il est essentiel de pouvoir compter sur des réseaux nationaux de collecte de données climatiques à jour pour établir des « prévisions relatives à [...] l'environnement qui sont utilisées pour veiller à la sécurité des personnes³ ».

Dans le budget de 2018, le gouvernement promet d'investir 120 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour adapter les services météorologiques et hydrologiques du Canada aux changements climatiques. Le budget de 2018 propose de soutenir la collecte nationale de données climatiques pour permettre au Canada d'adapter ses services météorologiques et relatifs à l'eau aux changements climatiques en investissant :

- 40,6 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2018-2019, avec 0,2 million en amortissement résiduel, pour mener à bien la modernisation des systèmes utilisés au Canada pour établir les prévisions météorologiques, émettre les avertissements relatifs aux phénomènes météorologiques violents et maintenir un soutien direct aux organisations de gestion des urgences;
- 69,5 millions sur cinq ans à compter de 2018-2019, avec 7,3 millions en amortissement résiduel, pour revitaliser les stations hydrométriques, faire l'essai et la mise en œuvre des nouvelles technologies et augmenter la capacité en matière de services d'ingénierie;
- 9,8 millions sur cinq ans à compter de 2018-2019, avec 3,1 millions en amortissement résiduel, pour soutenir le fonctionnement des stations hydrométriques pour lesquels les coûts sont partagés avec les provinces et les territoires.

Le budget de 2018 réaffirme le plan d'investir 180 milliards de dollars dans les infrastructures canadiennes. Cependant, en raison de la négociation d'ententes bilatérales avec les provinces et les territoires qui se poursuit et du fait que le mécanisme de financement en place oblige les municipalités de présenter des comptes détaillés des coûts qu'elles engagent, les fonds ont été distribués moins rapidement que prévu, entraînant des investissements modérés dans les infrastructures au cours des cinq prochaines années. Ce ralentissement sera compensé par une hausse des investissements dans les infrastructures au cours de la deuxième moitié du plan d'investissement sur 12 ans du gouvernement.

³ Gouvernement du Canada (2018). *Le budget de 2018 : égalité et croissance pour une classe moyenne forte*. Accès le 27 février 2018 : <https://www.budget.gc.ca/2018/docs/plan/toc-tdm-fr.html>.

Le gouvernement du Canada s'emploie à améliorer les rapports financiers ainsi que la transparence et la reddition de comptes dans le cadre de ses programmes d'infrastructures « de façon à ce qu'il soit clair à quel moment les projets sont en cours, à quel moment les coûts sont engagés et à quel moment le financement fédéral passe à d'autres ordres de gouvernement⁴ ». À cette fin, les provinces et les territoires devront présenter un plan triennal que le gouvernement fédéral utilisera aux fins d'allouer des fonds à chaque province ou territoire. Ces plans seront mis à jour annuellement et aideront le gouvernement fédéral à prendre des décisions éclairées en matière de financement chaque année au cours de la durée desdits plans.

Analyse et occasions

Ingénieurs Canada accueille favorablement la proposition du gouvernement d'investir 120 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour adapter les services météorologiques et hydrologiques du Canada aux changements climatiques. Ce faisant, nous devons veiller à la collecte de données climatiques nationales actualisées, cohérentes et précises de manière à accroître la confiance du public envers les processus fédéraux d'évaluation environnementale et d'examen réglementaire, tout en fournissant des renseignements fondés sur des données probantes à des fins d'orientation des activités de planification de projet. Des données nationales cohérentes sur le climat permettront de réaliser des projections climatiques précises favorisant la planification efficace des projets actuels et futurs.

Bien que cet investissement représente un important premier pas, Ingénieurs Canada incite le gouvernement fédéral à continuer de soutenir des initiatives de résilience et d'adaptation aux changements climatiques. Les collectivités canadiennes ainsi que l'économie croissante du Canada seront mieux protégées par des investissements fédéraux combinés à des données climatiques fiables et actualisées ainsi que des initiatives de résilience et d'adaptation aux changements climatiques. Les ingénieurs canadiens sont des leaders en matière d'adaptation et ils sont prêts à collaborer avec le gouvernement fédéral en matière de processus d'évaluation environnementale et d'examen réglementaire et à lui fournir des conseils objectifs et transparents sur les changements climatiques et leur incidence sur les infrastructures. La prise en compte, dans l'amélioration des données climatiques nationales, d'évaluations de la vulnérabilité aux changements climatiques, comme celles utilisant le [Protocole du Comité sur la vulnérabilité de l'ingénierie des infrastructures publiques](#) (CVIIP), constituerait un excellent premier pas pour contribuer à une meilleure protection de l'environnement, de l'économie et de la population canadienne contre les risques associés aux changements climatiques.

Soutien des communautés autochtones

Promesses

Le gouvernement du Canada prend des engagements considérables dans son budget de 2018 à l'égard de la réconciliation avec les peuples autochtones à l'échelle pancanadienne.

D'abord, le budget de 2018 reconnaît que tous les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable des systèmes publics d'approvisionnement en eau dans les réserves et les collectivités

⁴ Gouvernement du Canada (2018). *Le budget de 2018 : égalité et croissance pour une classe moyenne forte*. Accès le 27 février 2018 : <https://www.budget.gc.ca/2018/docs/plan/toc-tdm-fr.html>.

nordiques et isolées doivent être levés d'ici mars 2021. Pour atteindre cet objectif, le budget de 2018 prend appui sur des investissements de fonds passés pour renforcer et préserver les infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées. Dans son budget de 2018, le gouvernement réitère son engagement d'améliorer les réseaux d'eau potable et d'eaux usées par l'injection de 172,6 millions de dollars de plus sur trois ans, à compter de 2018-2019, « afin d'améliorer l'accès à l'eau potable et salubre dans les réserves⁵ ».

Cet investissement fédéral de 172,6 millions soutiendra des initiatives visant à accélérer le rythme de la construction et de la rénovation de systèmes d'eau potable et d'eaux usées à risque élevé ou compromis, et mènera à l'achèvement de 25 projets supplémentaires d'ici 2020 plutôt qu'en 2021. Le gouvernement fédéral reconnaît que cet investissement servira également à soutenir des modèles de prestation de services innovateurs dirigés par les Premières Nations⁶.

De plus, le budget de 2018 affecte 5 milliards sur cinq ans pour assurer que les enfants et les familles autochtones ont une chance égale de réussir, pour renforcer les capacités des gouvernements autochtones et pour accélérer la conclusion d'ententes avec les peuples autochtones sur l'autodétermination. Aussi, le budget alloue quelque 1,5 milliard pour contrer la pénurie de logements dans des collectivités autochtones partout au Canada. Cette enveloppe s'ajoute à la Stratégie nationale du logement annoncée en décembre 2017.

Analyse et occasions

Ingénieurs Canada soutient fermement la nécessité de mettre en place des systèmes d'eau potable et de gestion d'eaux usées sûrs et adéquats dans toutes les collectivités canadiennes. Il est notamment primordial de soutenir et de protéger la santé et la sécurité du public. Des investissements dans des systèmes d'eau potable et de traitement d'eaux usées sont nécessaires pour prévenir la nécessité de publier de futurs avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme. Les changements climatiques en cours au Canada font valoir l'importance de construire et d'entretenir des installations de distribution d'eau potable et de traitement d'eaux usées neuves ou rénovées dans une optique de résilience climatique. Le protocole du Comité sur la vulnérabilité de l'ingénierie des infrastructures publiques (CVIIP) d'Ingénieurs Canada a été mis en œuvre à plusieurs reprises dans des installations d'eau potable et de gestion d'eaux usées partout au Canada (voir www.pievc.ca/fr pour des exemples). Ingénieurs Canada encourage fortement le gouvernement fédéral de consulter des ingénieurs professionnels dans le cadre de son travail visant à approvisionner en eau des collectivités vulnérables partout au Canada de façon plus sûre et résiliente.

À propos d'Ingénieurs Canada

Ingénieurs Canada est l'organisme national constitué des 12 organismes de réglementation du génie qui sont chargés de délivrer les permis d'exercice aux 290 000 ingénieurs du pays. Ensemble, nous faisons progresser la profession dans l'intérêt du public.

⁵ Gouvernement du Canada (2018). *Le budget de 2018 : égalité et croissance pour une classe moyenne forte*. Accès le 27 février 2018 : <https://www.budget.gc.ca/2018/docs/plan/toc-tdm-fr.html>.

⁶ Gouvernement du Canada (2018). *Le budget de 2018 : égalité et croissance pour une classe moyenne forte*. Accès le 27 février 2018 : <https://www.budget.gc.ca/2018/docs/plan/toc-tdm-fr.html>.

Pour en apprendre davantage sur Ingénieurs Canada et son travail de sensibilisation, visitez le site ingenieurscanada.ca.